Communiqué de Presse

Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

Division de la communication

Réf: 170f09

Tél. +33 (0)3 90 21 49 36 Fax +33 (0)3 88 41 27 51

Internet: www.coe.int/congress e-mail: congress.com@coe.int





47 Etats membres

Albanie Allemagne Andorre Arménie Autriche Azerbaïdjan Belgique Bosnie-Herzégovine Bulgarie Chypre Croatie Danemark Espagne Estonie Finlande France Géorgie Grèce Hongrie Irlande Islande Italie Lettonie «L'ex-République yougoslave de Macédoine» Liechtenstein Lituanie Luxembourg Malte Moldova Monaco Monténégro Norvège Pays-Bas Pologne Portugal République tchèque Roumanie Royaume-Uni Russie Saint-Marin Serbie Slovaquie Slovénie Suède Suisse

> Turquie Ukraine

Le Congrès soutient le projet de convention internationale pour lutter contre les violences faites aux femmes

Strasbourg, 03.03.2009 - A l'occasion de sa Session plénière, le 3 mars, le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe a appelé les gouvernements à élaborer un instrument juridique international contraignant pour renforcer la prévention de la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique, la protection des victimes et la poursuite des auteurs. Il soutient, en ce sens, l'initiative du Conseil de l'Europe qui a mis en place, en décembre 2008, un Comité Ad hoc chargé d'élaborer un instrument juridique et auquel participera le Congrès.

« A quelques jours de la Journée de la femme, l'engagement du Congrès dans la lutte contre les violences faites aux femmes est encore une fois affirmé solennellement au cœur même de ses travaux » a déclaré lan Micallef, Président a.i. du Congrès. « Les textes adoptés aujourd'hui constituent notre contribution tangible en faveur du respect et de la défense des droits des femmes ».

En présentant son rapport lors du débat sur la lutte contre la violence domestique faite aux femmes, Sandra Barnes, rapporteur du Congrès (Royaume-Uni, PPE/DC), a rappelé « "Nous, élus territoriaux, devons être à l'avant-garde de la lutte contre la violence domestique. La violence domestique nous concerne tous. Ce n'est pas une affaire privée, mais publique ».

La campagne du Conseil de l'Europe, menée en 2006-2008, a mis en exergue le rôle fondamental des pouvoirs locaux et régionaux en matière de prévention et de prise en charge des victimes.

Groupe indépendant et libéral démocratique (GILD)